CEB INFO
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

N°2 - 2012
Trimestriel / Quarterly



Réunion Commune de la CEB en Moldova







Joint Meeting of the CEB in Moldova





Sommaire

Contents

CEB INFO

	Page
Édito du Gouverneur	**3**
Événement	**4**
Réunion Commune de la CEB en Moldova	
La Moldova et la CEB	
Gouvernance	**6**
Interview du Vice-Gouverneur Mikolaj Dowgielewicz	
Activité prêts/projets	**8**
Approbations au 30 juin 2012	
Rapport de suivi des projets 2011	
500 000 euros de don pour la transfusion sanguine en Moldova	10
Un partenariat pour l'emploi avec Raiffeisen en Roumanie	12
Activités financières et de gestion des risques	**14**
Les émissions de la CEB au 30 juin 2012	
Confirmation de la note AAA par Fitch Ratings et Moody's	
Communication/Visibilité	**16**
La CEB dans le concert des IFI	
La CEB participe à une Conférence des donateurs pour le Programme régional de logement	
Ressources humaines	**18**
Un Médiateur à la CEB	
Priorité à l'engagement et à la motivation des agents	
Agenda	**20**
Principaux événements à venir	
Brèves	**20**
Publications	**20**

	Page
Editorial by the Governor	**3**
Event	**5**
The CEB Joint Meeting in Moldova	
Moldova and the CEB	
Governance	**7**
Interview with Vice-Governor Mikolaj Dowgielewicz	
Loans/projects activity	**9**
Approvals as at 30 June 2012	
Project Monitoring Report 2011	
€ 500 000 donation to blood-transfusion in Moldova	11
Partnering with Raiffeisen for jobs in Romania	13
Financial and risk management activities	**15**
CEB issuance as at 30 June 2012	
Confirmation of AAA rating by Fitch Ratings and Moody's	
Communication/Visibility	**17**
The CEB in concert with the IFIs	
The CEB participates in a Donors' Conference for the Regional Housing Programme	
Human resources	**19**
A Mediator at the CEB	
Priority to staff engagement and motivation	
Calendar of events	**20**
Major upcoming events	
In brief	**20**
Publications	**20**

Crédits photos : Photothèque CEB - Banque mondiale

Édito du Gouverneur
Editorial by the Governor



Rolf Wenzel

Cher lecteur,

À l'intérieur de ce numéro du CEB Info vous trouverez, entre autres, un résumé de la Réunion Commune 2012 de la Banque qui s'est tenue à Chișinau, capitale de la Moldova, les 15 et 16 juin. La réunion commune des Conseils de direction et d'administration offre chaque année une occasion unique d'examiner les questions financières d'ensemble et de revoir également l'adéquation des activités de la Banque avec les politiques du Conseil de l'Europe. À Chișinau, nous avons poursuivi les échanges de vues sur les défis auxquels la CEB doit faire face, tels que l'adaptation aux évolutions des marchés financiers et le maintien d'un portefeuille de prêts de grande qualité. En particulier, les États membres sont tombés d'accord sur la nécessité de mieux préciser l'objet social des activités de la CEB. Mi-juin, Fitch Ratings et Moody´s ont confirmé la note AAA de la CEB, assortie toutefois d'une perspective négative pour ce qui est de Fitch. La notation de Standard & Poor´s sera disponible d'ici la fin de l'année. Ces développements sont très encourageants pour moi dans la mesure où ils confirment le maintien de l'excellente signature de la CEB sur les marchés financiers et les avancées réalisées dans la quête d'une réponse adaptée aux défis. Pour autant, nous demeurons tributaires d'événements extérieurs que nous suivons avec vigilance.

Le 2 mai dernier, Mikołaj Dowgielewicz a rejoint la CEB en tant que Vice-Gouverneur chargé des pays cibles. Mikołaj apporte ainsi à la Banque sa riche expérience et contribuera à renforcer la coopération et la place de la CEB vis-à-vis des autres IFI, de la Commission européenne ainsi que des pays du groupe cible. Je remercie son prédécesseur, Imre Tarafás, pour son travail et son engagement au cours de son mandat entre 2007 et 2012.

Concernant les activités de prêts, au cours du deuxième trimestre 2012, sept nouveaux projets ont été approuvés, pour un montant total de € 385 millions, dont six au bénéfice des pays du groupe cible. De plus, à Chișinau, la Banque a approuvé un don de € 500 000 pour le secteur de la santé en Moldova.

Bien à vous,

Dear reader,

Inside this new issue of the CEB Info you will find, inter alia, a report about the Bank´s Joint Meeting 2012 which took place in Chișinau, the capital of Moldova, on June 15 and 16. The joint meeting of the Governing Board and the Administrative Council is a unique opportunity to discuss overall financial matters and also to review the alignment of the Bank´s activities with the policies of the Council of Europe. In Chișinau we continued the exchange of views on the challenges facing CEB, such as adjusting to financial market developments and maintaining a high quality loan portfolio. Specifically, member countries have agreed on the need to sharpen the social focus of CEB´s activities. Mid-June, Fitch Ratings and Moody´s reaffirmed the CEB´s AAA rating, albeit in the case of Fitch with a negative watch. Standard & Poor´s is expected to come out with its rating later this year. I am very encouraged by these developments as they confirm that the CEB maintains an excellent standing in the financial markets and that we are making headway in our quest to respond to the challenges. Yet, we remain dependent on external developments which we are following with alertness.

On May 2, Mikołaj Dowgielewicz joined the CEB as the Vice-Governor for target group countries. Mikołaj brings to the Bank a wealth of experience and will contribute to strengthening CEB´s cooperation and presence with other IFIs, the European Commission as well as in the target group countries. I thank his predecessor, Imre Tarafás, for his work and contributions during his stay at the CEB from 2007 to 2012.

Regarding loan activities, during the second quarter of 2012, seven new projects worth € 385 million were approved, all but one in favour of target group countries. In addition, in Chișinau, the Bank approved a grant of € 500 000 in favour of the Moldovan health sector.

Best regards,

Réunion Commune de la CEB en Moldova

La 47ème Réunion Commune de la CEB, rassemblant le Conseil de direction, le Conseil d'administration et le Management, s'est tenue les 15 et 16 juin à Chișinau, à l'invitation des Autorités moldaves.



À cette occasion, le Conseil d'administration a approuvé quatre nouveaux projets, tous à destination de pays cibles d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est, pour un montant cumulé de € 230 millions. Sur l'ensemble du semestre, le total des seize projets approuvés est supérieur à € 1 milliard. Un don de € 500 000 a également été accordé à la Moldova pour l'acquisition d'équipement destiné au centre national de transfusion sanguine (voir détail p. 10).

À l'instar des années précédentes, ces journées ont été l'occasion d'échanges approfondis sur les grands sujets d'intérêt pour la Banque. Au menu des discussions, on relève en particulier l'approfondissement du processus de réflexion stratégique et les effets de la crise en Europe sur les perspectives d'activité de la CEB, laquelle parvient à maintenir à ce jour sa notation AAA (voir détail p. 14). Autres temps forts : la présentation aux organes collégiaux des résultats de l'enquête sur la motivation et l'engagement du personnel (voir détail p. 16), la révision du cadre général de la politique de *compliance* à la CEB ou encore l'adoption du quatrième rapport sur la responsabilité sociale d'entreprise.

La Réunion Commune a par ailleurs été précédée d'une série d'entretiens officiels du Gouverneur avec les plus hautes Autorités du pays hôte.

La Moldova et la CEB

Depuis l'adhésion de la Moldova à la Banque, en 1998, sept projets ont été approuvés. Quatre sous forme de prêts auxquels s'ajoutent trois dons, pour un montant cumulé de € 40 millions dont € 5,9 millions de bonification d'intérêts.

Au-delà des chiffres, la Banque entretient avec la Moldova une coopération de longue date, concrétisée par des projets à haute valeur ajoutée sociale et un dialogue continu avec les Autorités du pays. Ce dialogue s'est exprimé au plus haut niveau à l'occasion des entretiens du Gouverneur Wenzel avec le Président de la République, le Président du Parlement, le Premier ministre, le Ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne, le Ministre des Finances, le Ministre de la Justice et le Ministre de la Santé, les 13 et 14 juin.

Le signal donné par la Moldova, qui a été le premier État membre de la CEB à souscrire à sa sixième augmentation de capital, et l'engagement du Premier ministre dans la réussite de la Réunion Commune, attestent des excellentes relations avec la Banque.

Les membres des deux Conseils de la CEB ont pu apprécier, à Chișinau, au cours d'une visite en compagnie du Ministre de la Santé, la qualité du centre national de transfusion sanguine qui a bénéficié du soutien financier de la Banque. La signature par le Premier ministre, M. Vlad Filat, et le Gouverneur Rolf Wenzel, côté Banque, de l' "accord de contribution" sur le don de € 500 000 pour l'acquisition d'équipement dédié au fractionnement secondaire du plasma, est une étape supplémentaire dans la modernisation du système de transfusion sanguine en Moldova.



The CEB Joint Meeting in Moldova

On the invitation of the Moldovan Authorities, the CEB's 47th Joint Meeting took place in Chișinau on 15 and 16 June, bringing together the Governing Board, the Administrative Council and the Management.

During the meetings, the Administrative Council approved four new projects for a cumulated total amount of € 230 millions, all for the intention of target group countries in Central, Eastern and South Eastern Europe. Over the whole half year, sixteen projects were approved for a total of over € 1 billion. A donation of € 500 000 was also granted to Moldova for the purchase of equipment for the national centre for blood transfusion (see details on page 11).

As in other years, these meetings provided an opportunity for in-depth exchanges of views on the major subjects of interest for the Bank. In particular, the discussions concerned the furthering of the strategic reflection process and the impact of the crisis on the activity prospects for the CEB, which has so far managed to maintain its AAA rating (see details on page 14). Other highlights of the meetings were the presentation to the Councils of the results of the survey on staff engagement and motivation (see details on page 17), the review of the CEB's overall compliance policy framework and the adoption of the fourth report on corporate social responsibility.

Prior to the Joint Meeting a series of official talks were held between the Governor and the highest-level Authorities of the host country.





Moldova and the CEB

Since Moldova joined the Bank in 1998, seven projects have been approved, four in the form of loans and three as donations, for a cumulated amount of € 40 million including € 5.9 million in interest-rate subsidies.

Over and above these figures, the Bank has long-standing cooperation with Moldova, concretised by a number of high social value added projects and continued dialogue with the Moldovan Authorities. This dialogue was expressed at the very highest level during talks on 13 and 14 June between Governor Wenzel and the President of the Republic, the President of the Parliament, the Prime Minister, the Minister for Foreign Affairs and European Integration, the Minister of Justice and the Minister of Health.

The signal given by Moldova as the first of the CEB Member States to subscribe the sixth capital increase and the commitment of the Prime Minister to the success of the Joint Meeting are evidence of the country's excellent relations with the Bank.

During a visit in the company of the Minister of Health, members of the CEB's two councils had the opportunity of appreciating the quality of the National Blood Transfusion Centre in Chișinau, which received financial support from the Bank. The signing, by the Prime Minister, Mr. Vlad Filat, and the Governor of the Bank, Mr. Rolf Wenzel, of a "contribution agreement" concerning the donation of € 500 000 for the purchase of secondary plasma fractionation equipment constitutes a further step towards the modernisation of the transfusion system in Moldova.

Interview du Vice-Gouverneur Mikołaj Dowgielewicz

M. Dowgielewicz, vous avez été élu Vice-Gouverneur chargé des pays du groupe cible de la CEB le 30 mars 2012 et avez pris vos fonctions le 2 mai pour un mandat de cinq ans. Vous étiez auparavant secrétaire d'État aux Affaires européennes et à la Politique économique au sein du gouvernement polonais. Pourriez-vous nous en dire plus sur votre parcours ?

Pendant quatre ans et demi, j'ai été membre du Gouvernement polonais, en charge de la coordination de la politique européenne de la Pologne. Dans le cadre de mes fonctions ministérielles, j'ai eu la chance de pouvoir préparer la première présidence polonaise du Conseil de l'UE. Auparavant, j'ai passé cinq ans à Bruxelles. En 2003, je suis devenu conseiller du Président du Parlement européen, soit un an avant l'entrée de la Pologne dans l'UE, puis j'ai travaillé à la Commission européenne en qualité de porte-parole et de membre du cabinet du Vice-président. J'ai également une expérience de l'administration publique polonaise et des ONG. Au total, j'ai passé la majeure partie de ma carrière au sein des institutions européennes.

Vous connaissez très bien l'UE et, plus généralement, les institutions européennes. Que peut apporter cette expérience à la CEB ?

En tant qu'acteur majeur et membre de la famille des banques de développement européennes, la CEB ne peut que gagner en pertinence et en visibilité en travaillant avec d'autres organisations et IFI en Europe. L'UE étant l'une de ces organisations les plus importantes, j'espère aider le Gouverneur à définir comment nous pouvons travailler plus efficacement avec elle, dans l'intérêt non seulement des pays cibles de la CEB, mais aussi de tous ses États membres.
C'est aussi un moment particulièrement intéressant pour rejoindre la Banque, les mots de "cohésion sociale" étant aujourd'hui sur toutes les lèvres en Europe. Face au spectre menaçant de la crise dans la zone euro, la croissance économique lente, voire nulle, et la politique de consolidation budgétaire forment un sombre tableau. C'est la raison pour laquelle nous avons actuellement besoin de beaucoup d'énergie pour réinventer la croissance et pour renforcer en même temps la cohésion sociale. À maints égards, la crise a placé les questions sociales au premier plan des programmes politiques dans toute l'Europe. Or, la CEB dispose justement de la pertinence et de la compétence nécessaires en matière de cohésion sociale. C'est le grand atout sur lequel nous devons capitaliser et je suis très impatient de pouvoir travailler avec le Gouverneur et mes autres collègues pour améliorer la visibilité de la Banque et les services qu'elle peut offrir à l'Europe.

Dans le contexte auquel vous vous référez, comment évaluez-vous la situation des pays du groupe cible ?

Tout d'abord, je précise que ce "groupe cible" est composé de 21 pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est et qu'il représente environ 17% du capital de la Banque et 37% de la population totale des États membres de la CEB. Établie en 2004 sur la base de considérations politiques et non de critères spécifiques, cette liste comprend 18 pays post-communistes, ainsi que Chypre, Malte et la Turquie, tous considérés comme des pays méritant une attention particulière pour les activités de la Banque. Reflet également des écarts économiques qui existaient entre l'Europe de l'Est et l'Europe occidentale. De plus, elle a permis à la CEB d'opérer avec succès un redéploiement géographique de son activité selon les orientations stratégiques formulées dans ses plans successifs de développement à moyen terme.
Pour en revenir à votre question, il est clair que la crise économique a aggravé la situation de ces pays qui, dans l'ensemble, ont un accès au financement plus difficile. Il existe toutefois des différences réelles au sein de ce "groupe cible". La CEB doit répondre à la réalité des besoins et utiliser ses ressources du mieux qu'elle peut, selon un examen au cas par cas. En outre, si un bon projet social est soumis par un pays non cible, il sera traité par la Banque de la même manière que les autres. En résumé, l'approche du "groupe cible" doit être dynamique, la priorité étant donnée à l'évaluation des besoins sociaux et à la valeur ajoutée de chaque projet que nous finançons.
Par ailleurs, en tant que banque, la CEB doit maintenir de très bons portefeuilles de prêts et de projets aptes à se défendre eux-mêmes et à pouvoir être défendus face aux agences de notation. Maintenir l'équilibre de ces portefeuilles est crucial si nous voulons renforcer la Banque face aux incertitudes dans un contexte très difficile et remplir notre mandat, à savoir fournir un appui réel à la cohésion sociale en Europe.

La CEB est-elle bien armée pour atteindre cet objectif ?

Le plus grand atout dont dispose la Banque est son personnel, qui est compétent et engagé. Je pense également que le moment est opportun pour étudier comment moderniser l'Institution, la rendre plus opérationnelle et accroître sa visibilité. Cela dit, il faut d'abord commencer par reconnaître la grande qualité de la CEB et, avant tout, la qualité de son personnel.

Interview with Vice-Governor Mikołaj Dowgielewicz

Mr. Dowgielewicz, you were elected Vice-Governor for the CEB's Target Group Countries on 30 March 2012 and took office on 2 May for a five-year term. Before that, you were Secretary of State for European Affairs and Economic Policy in the Polish Government. Could you tell us more about your background?

These last four and a half years, I was a member of the Polish Government, dealing with the European Union (EU) and coordinating Poland's European policy. In carrying out my ministerial duties, I had the opportunity to prepare the first Polish Presidency of the EU Council. Prior to that, I spent five years in Brussels. I worked in the European Parliament as an advisor to the President of Parliament starting in 2003, one year before Poland joined the EU, and later I worked in the European Commission as one of the spokespersons and as a member of the Cabinet of the Vice-President. I also have some experience of the Polish public administration and of working with NGOs. All in all, I have spent most of my professional career in European institutions.

You are very familiar with the EU and, more broadly, with European institutions. What could this experience bring to the CEB?

As an eminent player and a member of the family of European development banks, the CEB can only gain in relevance and visibility by working together with other organisations and IFIs in Europe. One of the most important of those organizations is the EU. I therefore hope to help the Governor define how we can work more efficiently with the EU, in the interests not only of the CEB's target countries but of all its Member States.
It is also a fascinating moment to join the Bank because social cohesion is an expression that is on everyone's lips in Europe today. Under the looming spectre of crisis in the Eurozone, slow or even zero economic growth combined with fiscal consolidation make for a bleak picture. This is why we need to invest a lot of energy now in reinventing growth while strengthening social cohesion at the same time. In many respects, the crisis has placed social issues at the top of the political agenda across Europe. The CEB has precisely the necessary relevance and competence in the field of social cohesion. This is the great asset we should capitalize on and I very much look forward to working with the Governor and other colleagues to enhance the Bank's visibility and the services it can offer to Europe.

In the general context you are referring to, how do you assess the situation with the target group countries?



Firstly, let me say that this "target group" comprises twenty-one Central, Eastern and South Eastern European countries representing roughly 17% of the Bank's capital and 37% of the total population of the CEB's Member States. This list was established in 2004, based not on specific criteria but on political considerations and comprising eighteen post-communist countries, plus Cyprus, Malta and Turkey, seen as a group warranting particular attention in terms of the Bank's activities. It also reflected the economic gaps that existed between Eastern and Western Europe. In addition, it has enabled the CEB to successfully redeploy its geographical contribution according to the strategic orientations set forth in its successive medium-term Development Plans.
Now to get back to your question, it is clear that the economic crisis has aggravated the situation of those countries which, as a whole, have more difficult access to financing. However, there are, in fact, real differences within this target group. The CEB has to meet real needs and use its resources in the best possible way on a case-by-case basis. Furthermore, if a good social project is submitted by a non-target country, it will receive equal consideration from the Bank. In brief, the "target group" approach should be dynamic while priority is given to assessing the social needs and added value of each project we finance.
Moreover, as a Bank, the CEB has to maintain very good loan and project portfolios that can defend themselves and be defendable vis-à-vis the credit rating agencies. It is important to maintain a balance in these portfolios if we wish to strengthen the Bank against uncertain odds in a very challenging environment and to fulfil our mandate, which is to provide effective support for social cohesion in Europe.

Is the CEB well-equipped to achieve this goal?

The Bank's greatest asset is its competent and committed staff. I also think that it is a good moment to look at how to modernize the Institution, to make it more operational and to increase its visibility. That having been said, the starting point is to recognize the great quality of the CEB and, first and foremost, the quality of its people.

Approbations au 30 juin 2012

Au cours du second trimestre 2012, la CEB a approuvé sept nouveaux projets, ainsi qu'un don, pour un total de € 385,5 millions. Contribuant au renforcement de la cohésion sociale en Europe, l'essentiel des approbations a porté sur :

- l'emploi dans les pays cibles d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est, à travers le soutien accordé au financement des investissements réalisés par des micros, petites et moyennes entreprises,
- l'accès au logement pour les personnes à bas revenus.

Les projets sont récapitulés par secteur d'intervention.

Création et maintien d'emplois

Ce secteur a recueilli € 220 millions, soit 57% du montant cumulé des approbations, au bénéfice de PME/PMI situées exclusivement dans des pays cibles : Bosnie-Herzégovine, Croatie, Roumanie et Turquie. L'engagement de la Banque répond aux défis accrus que la crise pose à l'emploi en Europe.

Logement social

Déjà très présente dans le financement du logement social en Belgique, la CEB a approuvé un premier projet de € 105 millions avec la Société Wallonne du Crédit Social, pour permettre tout particulièrement l'accès à la propriété de ménages à bas revenus, dans le cadre du Plan "Habitat pour tous".

Amélioration des conditions de vie en milieu urbain et rural

À hauteur d'un montant cumulé de € 30 millions au sein de deux projets avec des partenaires de longue date, la banque croate pour la reconstruction et le développement (HBOR), d'une part, Raiffeisen à travers sa filiale roumaine, d'autre part, les fonds de la CEB serviront à financer des infrastructures municipales respectivement en Croatie et en Roumanie.

Gestion de l'environnement

Il s'agit d'un projet de € 30 millions avec la caisse d'épargne Slovenska Sporitelna, destiné à financer, en République slovaque, la mise aux normes environnementales d'habitations collectives le plus souvent vétustes, construites entre 1955 et 1989.

Don en faveur du secteur de la santé en Moldova

Ce don de € 500 000 doit aider le Ministère de la Santé à acquérir des équipements supplémentaires liés au fractionnement secondaire du plasma. Ceci permettra notamment à la Moldova de réduire sa dépendance vis-à-vis des importations, onéreuses, de plasma et autres produits sanguins dérivés (voir détail p. 10).

Rapport de suivi des projets 2011

Vue d'ensemble

À l'instar des années précédentes, le Rapport de suivi [monitoring] des projets de l'année 2011 est le fruit d'un effort commun entre le personnel de la CEB et celui du Secrétariat de l'Accord partiel, à Strasbourg. Il se compose de deux volets distincts et néanmoins inextricablement liés :

I. un rapport de suivi annuel sur la préparation et le suivi des projets
II. un rapport annuel par le Secrétariat sur les effets sociaux des projets achevés en 2011.

Outre l'accent habituel porté sur les projets au stade de mise en œuvre et/ou achevés au cours de l'année, la partie I du rapport reflète pour la première fois le rôle en amont joué par la CEB dans la préparation et l'évaluation d'un projet. Une approche globale de cet ordre permet une appréciation plus complète des opérations de la Banque tout au long des phases du cycle de projet, au vu notamment de la complexité croissante des projets et programmes financés par la CEB. La fonction de suivi de la Banque tient de plus en plus compte de l'évaluation du projet afin de mieux en contrôler la qualité et la mise en œuvre, pour pouvoir en assurer la réussite.

Résultats chiffrés

Les examens annuel et semestriel des projets en cours et à venir sont l'occasion d'évaluer l'état d'avancement de leur mise en œuvre.

En 2011, 221 examens de projets - concernant principalement les pays du groupe cible (70%) - ont été réalisés en interne, chacun ayant fait l'objet d'un rapport de suivi détaillant tous les facteurs pertinents liés à sa mise en œuvre et fournissant une compilation des différentes recommandations et mesures à prendre.

Le suivi technique sur site (dans les phases d'évaluation comme dans les phases de mise en œuvre des projets) s'est composé de 69 missions sur site, dont trois missions d'examen des procédures de passation des marchés, 14 missions d'évaluation, 26 missions d'achèvement et 26 missions de suivi. Ces missions permettent d'évaluer la situation actuelle des projets ayant fait l'objet de visites, d'anticiper les éventuelles difficultés et, si nécessaire, de formuler les exigences pour aller de l'avant. Concernant les opérations en cours, 49 projets ont été examinés et 48 rapports évaluant la performance de ces projets ont été rédigés. Sur ce nombre, 39 (soit 81%) ont été notés "satisfaisant" ou "très satisfaisant" et 9 "partiellement satisfaisant". Aucun projet n'a été jugé insatisfaisant.

Loans-projects activity

Approvals as at 30 June 2012

During the second quarter 2012, the CEB approved 7 new projects and one donation, for a total of € 385.5 million. As contributions to strengthening social cohesion, most of these approvals were concerned with:

- employment in the target countries of Central, Eastern and South Eastern Europe, through support granted to the financing of investments undertaken by micro, small and medium-sized businesses,
- access to housing for low-income individuals.

The summary of these projects by sector of action is as follows:

Creation and preservation of jobs

This sector received 57% of the cumulated amount of approvals, for the benefit of SMEs/SMIs situated exclusively in target group countries: Bosnia and Herzegovina, Croatia, Romania and Turkey. The Bank's commitment responds to the increased challenges that the crisis has posed to labour markets in Europe.

Social housing

Already very active in financing social housing in Belgium, the CEB approved an initial project worth € 105 million with the *Société Wallonne du Crédit Social*, notably to enable low-income households to gain access to home-ownership, within the framework of the "Habitat pour tous" Plan.

Improving living conditions in urban and rural areas

Representing a cumulated amount of € 30 million for two projects undertaken with long-standing partners, the Croatian Bank for Reconstruction and Development (HBOR) on the one hand, and Raiffeisen via its Romanian subsidiary, on the other hand, the CEB funds will be used to finance municipal infrastructure in Croatia and Romania respectively.

Managing the Environment

This involves a project worth € 30 million with the Slovenska Sporitelna savings bank, to finance the upgrading of now frequently dilapidated collective housing built in the Slovak Republic between 1955 and 1989.

Donation in favour of the health sector in Moldova

This donation worth € 500 000 should help the Minister of Health to purchase additional equipment for secondary plasma fractionation. This will notably enable Moldova to reduce is dependence on costly imports of plasma and other derivative blood products (see details on page 11).

Project Monitoring Report 2011

Overview

As in previous years, the Progress Monitoring Report on 2011 projects represents a joint effort between the CEB's staff and that of the Secretariat of the Partial Agreement in Strasbourg. It consists of two distinct yet inextricably related parts:

I. Annual monitoring report on the preparation and follow-up on projects
II. Annual report by the Secretariat on the social effects of projects completed in 2011.

In addition to its traditional focus on projects in the implementation stage and/or completed during the year, Part I of the report reflects, for the first time, the upstream role played by the CEB in project preparation and appraisal. Such a comprehensive approach allows for a fuller appreciation of the Bank's operations throughout all phases of its project cycle, especially given the growing complexity of projects and programmes financed by the CEB. The Bank's monitoring function increasingly takes into account project appraisal in order to better control the quality and implementation of ultimately successful projects.

Results in figures

Annual and mid-year reviews of all on-going and upcoming projects provide the opportunity to evaluate the actual status of advancement in project implementation.

In 2011, 221 in-house project reviews - primarily concerning target group countries (70%) - were carried out, each resulting in a monitoring report detailing all pertinent factors linked to project implementation and providing a compilation of different recommendations and actions to be taken.

On-site technical monitoring of projects (both in appraisal and implementation phases) encompassed 69 on-site missions, including three on-site procurement review missions, 14 appraisal missions, 26 completion missions and the same number of follow-up missions. These missions make it possible to assess the current status of visited projects, to anticipate possible difficulties and, if necessary, to lay down requirements for their continuation. As far as on-going operations are concerned, 49 projects were reviewed and 48 reports rating the performance of the respective projects were issued. Out of this, 39 (or 81%) were rated as "satisfactory" or "very satisfactory" and 9 were rated as "marginally satisfactory", none being considered unsatisfactory.

500 000 euros de don pour la transfusion sanguine en Moldova

À l'occasion de la Réunion Commune de ses organes collégiaux, laquelle s'est tenue cette année à Chișinau, la CEB a approuvé un don exceptionnel de € 500 000, qui permettra l'acquisition d'équipements supplémentaires liés au fractionnement secondaire du plasma.

La signature de l' "accord de contribution" sur ce don par le Premier ministre de Moldova, M. Vlad Filat, et le Gouverneur Rolf Wenzel pour la Banque, à Chișinau le 16 juin 2012, témoigne de l'importance que chacune des parties accorde à cette opération. Et de la collaboration exemplaire nouée entre les autorités de santé moldaves et la Banque en matière de transfusion sanguine depuis une décennie.

Que l'on en juge plutôt. En 2001, le Gouvernement de la République de Moldova lance son "Programme national pour le développement des services de transfusion sur la période 2002-2006", destiné à répondre à une situation alors préoccupante. Les objectifs sont ambitieux et les défis opérationnels majeurs : modernisation des installations et mise aux normes des processus, sensibilisation à cette priorité sanitaire et appel aux donneurs bénévoles, informatisation. Dès 2003, la CEB s'engage aux côtés des Autorités nationales pour accompagner ce programme à haute valeur ajoutée sociale, dont l'un des objectifs essentiels est de sécuriser l'ensemble du système de transfusion sanguine. À raison d'un prêt somme toute relativement modeste de € 6 millions, assorti d'une bonification d'intérêts de € 1,4 million, le projet ainsi financé par la Banque produit des résultats remarquables. En particulier, les centres de transfusion sanguine de Chișinau et de de Balti connaissent des améliorations notables. Bâtiments rénovés, installation d'un système d'information complet, dotation en équipements de qualité et encore mise en conformité aux normes et aux bonnes pratiques de fabrication, à chaque étape d'un cycle qui va de la collecte à la transfusion, témoignent des changements ainsi opérés. Dans le même temps, les efforts portent sur la formation du personnel, avec le soutien notamment de l'OMS, et une large communication autour de cette question de santé publique.

Deux réussites sont tout particulièrement à relever. La traçabilité intégrale du processus de collecte du sang jusqu'aux produits dérivés et à la transfusion ; et



"Notre implication dans ce domaine va de soi et est au cœur de notre mandat social."

l'augmentation spectaculaire du nombre de donneurs bénévoles, proche de zéro en 2004 avant d'être porté à 13 600 en 2008.

L'efficience du projet mérite également d'être soulignée, les objectifs ayant été atteints et même dépassés avec une économie de l'ordre de € 600 000. Ces fonds couplés au don de € 500 000 rendent désormais possible le passage à la nouvelle étape qu'est le fractionnement secondaire du plasma.

L'idée est simple : il s'agit essentiellement de boucler le financement associé, alors même que la Moldova, confrontée à la crise, dispose d'une capacité d'endettement limitée. Comme l'indique le Responsable de pays, Valeriu Cosuleanu : "*Notre implication dans ce domaine va de soi et est au cœur de notre mandat social. Nous œuvrons sur les fondations d'un premier projet, ce qui procure une assise institutionnelle solide. La technologie utilisée est très sophistiquée et de ce fait très couteuse, ce qui rend nécessaire l'ajout d'un volet don au montage financier, notamment dans le contexte actuel de restrictions budgétaires. En outre, la capacité additionnelle de fractionnement permettra progressivement de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations de plasma et autres produits sanguins. La valeur de cette opération est tant sociale qu'économique, je suis fier de voir la Banque investir dans un tel projet.*"

€ 500 000 donation to blood-transfusion in Moldova

During the Joint Meeting of the Collegial Organs, which was held this year in Chisinau, the CEB approved an exceptional donation of € 500 000, which will make it possible to purchase additional equipment for secondary plasma fractionation.

The signing of a "contribution agreement" on a donation, by the Prime Minister of Moldova, Mr. Vlad Filat, and the Bank's Governor, Mr. Rolf Wenzel in Chisinau, on 16 June 2012, evidences the importance that each of the parties concerned accords to this operation and the exemplary collaboration that has been forged between the Moldovan health authorities and the Bank in matters of blood transfusion over the past ten years.

Indeed, the facts speak for themselves. In 2001, the Government of the Republic of Moldova launched its "National Programme for the Development of Blood Services over the period 2002-2006", aimed at responding to a then worrying situation. The objectives were ambitious: modernisation of installations and upgrading of processes, computerisation, awareness building concerning this priority health issue and a call for voluntary donors. As of 2003, the CEB took action alongside the national authorities to accompany this high social value added programme, one of whose key objectives was to make the whole blood transfusion system safe. By means of a relatively small loan of € 6 million, carrying an interest rate subsidy of € 1.4 million, the project thus financed by the Bank has produced remarkable results. In particular, the blood transfusion centres in Chisinau and Balti have achieved notable improvements. Buildings have been renovated, a complete information system has been set up, quality equipment has been installed and compliance with current standards and good manufacturing practices ensured at each stage of the cycle from collection to transfusion, all of which evidences the changes that have taken place. At the same time, efforts have also been made in matters of staff training, notably with the support of the WHO, and there has been widespread communication on this public health issue.





Two achievements are of particular note: the full traceability of the blood collection process including blood derivative products and transfusion procedures; the spectacular increase in the number of voluntary donors, from almost zero in 2004 to 13 600 in 2008.

The effectiveness of the project also deserves to be highlighted, with the objectives having been reached and even exceeded with a saving of the order of € 600 000. These funds combined with a donation of € 500 000 now make it possible to go on to a new stage involving the secondary plasma fractionation.

The idea is simple: it essentially involves putting in place associated financing at a time when, faced with the crisis, Moldova has a very limited capacity for indebtedness. As indicated by the country manager, Valeriu Cosuleanu: "*Our continuing involvement in this area is just common sense and at the heart of our social mandate. We are building upon the foundations of a successful first project, which provides strong institutional support. The technology involved is sophisticated, with a correspondingly high price tag, hence the requirement for a grant element within the financing package, especially under current budgetary-restriction circumstances. Last but not least, the additional fractionation capacity will progressively reduce the country's reliance on costly plasma and related imports from abroad. The scheme has both social and economic merits. I am proud to see the Bank involved with a very significant contribution.*"

"Our continuing involvement in this area is just common sense and at the heart of our social mandate."

Un partenariat pour l'emploi avec Raiffeisen en Roumanie

À l'occasion de la Réunion Commune de la CEB en Moldova, le Conseil d'administration a approuvé deux projets avec des filiales du groupe Raiffeisen en Roumanie, l'un de € 50 millions avec Raiffeisen Bank (RBRO), l'autre de € 30 millions avec Raiffeisen Leasing (RLRO). Le premier projet comporte deux volets destinés à financer, en priorité, les investissements réalisés par des PME et, à titre complémentaire, des infrastructures à vocation sociale relevant de collectivités locales ou d'entités remplissant des missions de service public. Le second projet porte exclusivement sur les PME, étant entendu que le crédit-bail demeure souvent le seul moyen de financement des investissements encore accessible aux plus petites entreprises.

Ces projets illustrent la priorité donnée à l'emploi dans les pays cibles d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est. Depuis le début de l'année, ce sont pas moins de € 220 millions qui ont été approuvés par le Conseil d'administration, soit plus de la moitié du total des approbations, en faveur de projets de cette nature. Les raisons en sont évidentes. Cette priorité est d'abord partie intégrante du mandat social de la CEB : dès 1997, le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe a invité [la Banque] "*à participer activement à l'action du Conseil de l'Europe en matière de cohésion sociale*" et lui ont demandé, à ce titre, "*d'accroître son effort d'investissements dans le domaine social et la création d'emplois*".

La crise économique et financière que subit l'Europe place naturellement l'emploi au cœur des préoccupations. Si tous les pays du continent sont touchés, dont notamment ceux de la zone Euro, à des degrés certes inégaux, les conséquences sociales pour les pays cibles de la Banque peuvent s'avérer d'autant plus aigües.

Dans ce panorama, la Roumanie ne fait pas exception. Quelques chiffres à cet égard. Après la forte croissance enregistrée sur la période 2006-2008, le PIB a brutalement chuté de 7% en 2009, et encore reculé en 2010 avant de se reprendre modérément en 2011, les perspectives pour 2012 demeurant incertaines. Si le taux de chômage est demeuré contenu à quelque 8% en 2010, ce qui est une performance plutôt honorable, c'est sur fond de taux d'emploi inférieur à 60% et, plus préoccupant, d'un taux élevé de risque



de pauvreté ou d'exclusion sociale supérieur à 40% en 2010 contre une moyenne de 24% pour l'Union européenne.

Or, les initiatives destinées à stimuler l'emploi vont de pair avec la mise en place de conditions favorables au développement du secteur des PME, qui représentent plus de 99% du nombre total d'entreprises et emploient 68% des salariés. L'une des difficultés majeures pour ces PME, en particulier celles situées dans les zones rurales et isolées, étant de pouvoir accéder au crédit à moyen et long terme.

"Ce nouveau financement s'inscrit dans la lignée d'opérations similaires achevées avec succès dans d'autres pays"

C'est pourquoi la CEB a un rôle important et complémentaire à jouer, en procurant aux filiales roumaines de Raiffaisen, RBRO et RLRO, une offre de ressources financières sur mesure, qui leur permettront en retour de répondre aux besoins d'investissement productif des PME. Ces dernières peuvent dans le même temps s'appuyer sur l'expérience du groupe Raiffaisen. La CEB, de son côté, tout en bénéficiant de la garantie de la maison mère, a la possibilité d'atteindre des petites et des micro-entreprises grâce au réseau étendu des filiales roumaines partenaires, qui ensemble financent plus de 100 000 PME et micro-entreprises.

"Ce *nouveau financement s'inscrit dans la lignée d'opérations similaires achevées avec succès dans d'autres pays avec l'aide de ce partenaire, une banque commerciale d'une expertise et d'un professionnalisme reconnus*", précise Valeriu Cosuleanu, Responsable de Pays pour la Roumanie. "*Il y a donc de bonnes raisons de croire qu'une fois les fonds alloués les résultats positifs ne tarderont pas à se faire sentir.*"

Partnering with Raiffeisen for jobs in Romania

During the CEB's Joint Meeting in Moldova, the Administrative Council approved two projects with subsidiaries of the Raiffeisen Group in Romania, one worth € 50 million with Raiffeisen Bank (RBRO), the other worth € 30 million with Raiffeisen Leasing (RLRO). The first project is in two parts aimed at financing, in priority, investments undertaken by SMEs and additionally, social infrastructure pertaining to local authorities or entities carrying out public service missions. The second project is exclusively concerned with SMEs, since leasing often remains the only means of financing still accessible to smaller sized businesses.

These projects illustrate the priority given to employment in the target group countries of Central, Eastern and South Eastern Europe. Since the beginning of the year, the Administrative Council has approved a total of no less than € 220 million in favour of projects of this kind, representing over half of all approvals. The reasons for this are clear. This priority is firstly an integral part of the CEB's social mandate: as early as 1997, the Summit of Heads of State and Government of the Council of Europe invited (the Bank) "to participate actively in the Council of Europe's action for social cohesion" and, to that effect, asked the Bank "to increase its investment effort in the social field and in job creation".

"This new financing is a follow-up on comparable successfully completed operations in other countries"

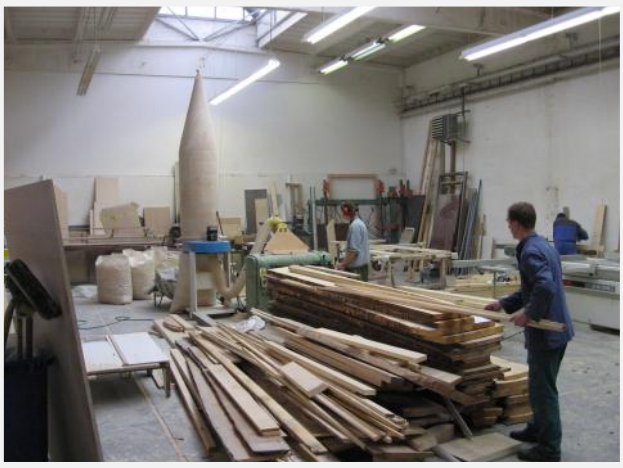
The economic and financial crisis Europe is experiencing naturally places employment at the very heart of its concerns. Although all the countries in Europe are affected and notably those of the Eurozone, admittedly to varying degrees, the social consequences for the Bank's target group countries can prove particularly acute.

Within this context, Romania is no exception, as borne out by the figures. After recording strong growth over the period 2006-2008, GDP fell sharply by 7% in 2009, dropped further in 2010 before picking up again moderately in 2011, with the prospects for 2012 remaining uncertain. Although the unemployment rate remained contained at 8% in 2010, which is quite an honourable performance, it stands against a backdrop of an employment rate below 60% and, more worryingly still, a high level risk of poverty or social exclusion of over 40% in 2010 against an average of 4% for the whole European Union.

Initiatives aimed at stimulating employment go hand in hand with the implementation of favourable conditions for the development of SMEs, which represent over 99% of all businesses and employ 68% of wage-earners. One of the major difficulties for these SMEs, in particular those located in remote rural areas, is being able to gain access to medium and long-term credit.

That is why the CEB has an important and complementary role to play by providing the Romanian subsidiaries of Raiffaisen, RBRO and RLRO with the possibility of tailor-made financial resources that will enable them, in return, to meet the productive investment needs of SMEs. At the same time, these SMEs can benefit from the experience of the Raiffaisen group. In this way, by relying on the guarantee of the parent company, the CEB is able to reach small and micro businesses thanks to the wide network of partner Romanian subsidiaries, which together provide financing for over 100 000 SMEs and micro-enterprises.

"*This new financing is a follow-up on comparable successfully completed operations in other countries with this professional and experienced commercial banking partner*", elaborates Valeriu Cosuleanu, Country Manager for Romania. "*So there is reasonable ground to expect positive results once our funds have been allocated.*"





Les émissions de la CEB au 30 juin 2012

Afin de couvrir les opérations de prêts et de maintenir un niveau de trésorerie suffisant, plusieurs émissions ont été lancées depuis le début de l'année 2012.

Dans le cadre de l'autorisation d'emprunt de EUR 4,65 milliards accordée pour 2012, la Banque a levé un montant total de EUR 3,22 milliards, soit 69% de cette autorisation, par le biais de huit émissions de maturités différentes.

À ce jour, deux devises (USD et GBP) composent le programme d'emprunt.

Deux émissions benchmark de USD 1 milliard et d'une maturité de 5 ans, ont été effectuées en février et en juin. Ces émissions ont été lancées sous le format global, ce qui a permis aux investisseurs américains d'y participer. Deux autres émissions en USD dans le cadre du programme EMTN (*Euro Medium Term Note*) de la CEB, d'un montant de 500 millions chacune, ont aussi été lancées ; la première à échéance septembre 2013 et la seconde à mars 2016. Deux réouvertures d'émissions existantes complètent les fonds levés en USD pour 2012. La première de USD 100 millions à échéance avril 2017 et la seconde de USD 200 millions à échéance avril 2015.

Une première émission de GBP 300 millions à échéance décembre 2015 a été lancée à la mi-mars et suivie d'une deuxième début mai à échéance décembre 2016.

Sur le montant total levé, 79% ont été émis en USD et 21% en GBP. Toutes les opérations de financement ont été assorties de swaps de couverture, ce qui élimine aussi bien le risque de taux d'intérêt que le risque de change.

Confirmation de la note AAA par Fitch Ratings et Moody's

Fitch Ratings et Moody's ont confirmé la note AAA décernée à la dette à long terme de la CEB.

Moody's a confirmé le 21 juin 2012 le Aaa avec *outlook stable*, soulignant :

- l'excellent soutien des actionnaires
- la très bonne qualité des actifs et la performance financière stable, compte tenu du statut de créancier privilégié
- la solide capitalisation et la liquidité confortable
- le rééquilibrage du bilan entre les pays membres tout en maintenant une gestion des risques prudente
- le haut niveau de liquidité et la qualité des actifs permettent de faire face aux risques liés à la crise de la dette souveraine en Europe.

Fitch Ratings a confirmé le 12 juin 2012 le AAA en maintenant le *rating watch negative* (RWN) déjà annoncé le 19 décembre 2011, en raison des incertitudes pesant dans la zone Euro. La note de la dette à court terme est maintenue à "F1 +", le plus haut degré de l'échelle de notation. Fitch Ratings finalisera la revue de la CEB sous trois mois. Un "*Full Rating Report*" a été publié le 22 juin 2012.

Pour évaluer les banques multilatérales de développement, chaque agence de notation a une méthodologie spécifique. Dans sa méthodologie révisée le 23 mai 2012, Fitch Ratings insiste sur :

- le soutien des actionnaires. Le capital appelable noté AA- et au-dessus
- le niveau de capitalisation ainsi que le niveau de liquidité
- la qualité des actifs et le statut de créancier privilégié
- la solidité intrinsèque de la situation financière, suivant des critères utilisés pour les institutions financières, incluant la qualité des contreparties, les réserves et pertes éventuelles
- le cadre prudentiel interne, la gestion des risques et la capacité à anticiper les impacts d'une détérioration de l'environnement opérationnel
- la capacité du management à mener une stratégie de développement cohérente.

Standard & Poor's a confirmé sa notation AAA de la CEB avec perspective négative le 19 janvier 2012. La publication de la "*Full Analysis*" pour 2012 est attendue pour septembre/octobre.

CEB issuance as at 30 June 2012

In order to cover lending needs and maintain a satisfactory liquidity level, a number of issues have been launched since the beginning of 2012.

Under the 2012 borrowing authorisation of EUR 4.65 billion, the Bank has so far raised a total amount of EUR 3.22 billion, representing 69% of this authorisation, through eight issues under different maturities.

Up to date two currencies, USD and GBP, form the borrowing programme.

Two USD 1 billion benchmarks with 5 year maturities were executed in February and June. These issues were launched under a Global format, which made it possible for US investors to participate. Two USD issues under the CEB's EMTN programme (Euro Medium Term Note) of 500 million each have also been launched. The first with maturity of September 2013 and the second with maturity of March 2016. Two re-openings of existing lines complete the 2012 funding raised in USD: the first of USD 100 million with maturity of April 2017, and the second of USD 200 million with maturity of April 2015.

In GBP, a first issue in this currency of GBP 300 million was raised by mid-March and with maturity of December 2015. A GBP 250 million issue followed at the beginning of May with Maturity of December 2016.

Out of the total amount raised, 79% has been issued in USD and 21% in GBP. All funding operations have been combined with hedging swaps, which eliminate both the interest rate risk and the currency risk.

The CEB's issues at 30/06/2012

Issue Date	Maturity Date	Currency	Amount	Lead Manager
22/02/2012	22/02/2017	USD	1 000 000 000	Barclays/Daiwa/HSBC/RBC
21/03/2012	23/09/2013	USD	500 000 000	UBS/Citi
22/03/2012	23/03/2016	USD	500 000 000	GS/JPM
28/03/2012	07/12/2015	GBP	300 000 000	RBC/Barclays
27/03/2012	20/04/2017	USD	100 000 000	Morgan Stanley
08/05/2012	19/12/2016	GBP	250 000 000	HSBC/RBC
23/05/2012	15/04/2015	USD	200 000 000	Crédit Agricole
19/06/2012	19/06/2017	USD	1 000 000 000	RBC/BNPP/Citi/Barclays

Confirmation of AAA rating by Fitch Ratings and Moody's

Fitch Ratings and Moody's confirmed the AAA rating on the CEB's Long-term Issuer Default Rating (IDR).

Moody's confirmed on 21 June 2012 the Aaa outlook stable, highlighting:

- high quality of shareholders' support
- very strong asset quality supported by its steady financial performance and preferred creditor status
- robust capitalisation, strong liquidity position
- balancing the re-alignment of its balance sheet between the Member States without exceeding its risk-bearing capacity
- high level of liquidity and the quality of its assets, enabling CEB to face a potentially negative impact of the sovereign debt crisis in Europe.

Fitch Ratings confirmed on 12 June 2012 the AAA while renewing the Rating Watch Negative (RWN), originally decided on 19 December 2011, due to the uncertainties in the Eurozone. The rating of the CEB's short term debt is affirmed at "F1 +", which is the highest grade on the rating scale. Fitch Ratings will complete its review of the CEB within three months. A "Full Rating Report" was published on 22 June 2012.

Each rating agency relies upon its own specific internal methodology to assess multilateral development banks. In its revised methodology of 23 May 2012 Fitch Ratings insists on:

- shareholders' support. Callable capital rated AA- and above
- capitalization level as well as the liquidity level
- the quality of assets and the preferred creditor status
- intrinsic financial soundness, assessed with the criteria used for financial institutions, including the overall quality of counterparts, the reserves and impairments
- the internal prudential framework, the risk management and the capacity to determine the impact of the deterioration of the operational environment
- the management's ability to achieve a coherent strategy.

Standard & Poor's confirmed CEB's AAA with negative outlook on 19 January 2012. The publication of its "Full Analysis" for 2012 is expected by September/October.

La CEB dans le concert des IFI

Au cours du deuxième trimestre 2012, le Management de la CEB s'est pleinement attaché à renforcer les liens existants avec les autres banques multilatérales de développement, ainsi qu'à accroître la visibilité de la CEB au sein de la communauté internationale.

Le Gouverneur Wenzel a ainsi participé aux réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) qui se sont tenues à Washington (États-Unis) fin avril. Au cours de ces réunions, le Gouverneur s'est entretenu avec son homologue à la Société financière internationale (*IFC-International Finance Corporation*), M. Lars Thunell, Vice-président exécutif, ainsi qu'avec M. Le Houérou, Vice-Président pour l'Europe et l'Asie centrale. Cette visite du Gouverneur Wenzel à Washington a par ailleurs été l'occasion de discussions avec M. Luis Alberto Moreno, Président de la Banque interaméricaine de développement.

Les 18 et 19 mai, le Gouverneur a participé à la réunion annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), organisée à Londres. À l'instar des années précédentes, cette réunion a permis l'organisation d'une série d'entretiens bilatéraux avec les délégations de plusieurs pays du groupe cible de la CEB.

Le 4 juin, le Gouverneur a rencontré le nouveau Président de la Banque nordique d'investissement, M. Henrik Normann. Les discussions ont essentiellement porté sur la complémentarité des mandats des deux Institutions.

Par ailleurs, le Gouverneur de la CEB est intervenu dans une Conférence internationale de donateurs le 24 avril à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine). Cette conférence était organisée dans le but de lever des fonds en faveur d'une initiative régionale dans les Balkans occidentaux (voir encadré ci-contre).

La CEB participe à une Conférence des donateurs pour le Programme régional de logement

Le Gouverneur de la CEB, M. Rolf Wenzel, a participé le 24 avril 2012 à une Conférence internationale des donateurs à Sarajevo en Bosnie-Herzégovine. La conférence était organisée pour collecter des fonds en faveur d'une initiative régionale – laquelle bénéficie notamment de l'appui de la Commission Européenne, du HCR, de l'OSCE et des États-Unis – afin de trouver des solutions durables pour les refugiés et les personnes déplacées lors du conflit intervenu entre 1991 et 1995 dans les Balkans occidentaux. À cette occasion, la communauté internationale des bailleurs de fonds s'est engagée à mobiliser € 261 millions en soutien au Programme régional de logement, dont € 230 millions promis par l'Union européenne et $ 10 millions par les États-Unis.

Le Programme régional de logement vise à reloger environ 27 000 foyers à savoir environ 74 000 personnes réfugiées ou déplacées, considérées comme les plus vulnérables. Le Programme sera mis en œuvre en parallèle en Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro et Serbie – désignés comme les Pays partenaires – sur une période prévisionnelle de cinq ans à compter de 2012/2013. D'après les premières estimations, le coût d'investissement total du Programme devrait s'élever à € 584 millions, les Pays partenaires s'étant engagés à en couvrir € 83 millions.

Lors de la conférence, le Gouverneur a présenté le Fonds associé au Programme régional de logement, qui acheminera les contributions des donateurs aux Pays partenaires. Ce Fonds sera géré par la CEB qui, à ce titre, supervisera également la mise en œuvre du Programme sous le contrôle des donateurs.



The CEB in concert with the IFIs

In the second quarter of 2012, the CEB's Management fully committed to strengthening the existing ties with other multilateral development banks as well as to increasing the CEB's visibility among the international community.

Governor Wenzel participated in the Spring Meetings of the World Bank and International Monetary Fund (IMF) that took place in Washington D.C. (USA) at the end of April. During the meetings, the Governor had talks with inter alia, Mr Lars Thunell, Executive Vice-president and CEO of the International Finance Corporation (IFC) and with Mr Le Houérou, Vice-president for Europe and Central Asia.



During his visit to Washington D.C., Governor Wenzel also had wide-ranging discussions with Mr Luis Alberto Moreno, President of the Inter-American Development Bank.

On 18 and 19 May, the Governor participated in the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) annual meeting organized in London. As in previous years, this also provided an opportunity for a series of bilateral meetings with delegations from several of the CEB's target group countries.

On 4 June, the Governor met with the new President and CEO of the Nordic Investment Bank, Mr. Henrik Normann. The discussions highlighted the complementarity of the Institutions' mandates.

In addition, the Governor of the CEB participated in an international Donors' Conference held on 24 April in Sarajevo (Bosnia and Herzegovina). The Conference was organised to raise funds for a regional initiative in the Western Balkans (see box opposite).



The CEB participates in a Donors' Conference for the Regional Housing Programme

The Governor of the CEB, Mr. Rolf Wenzel, participated in an international Donors' Conference held on 24 April 2012 in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina. The Conference was organised to raise funds for a regional initiative – backed notably by the European Commission, the UNHCR, the OSCE and the United States of America – aimed at providing durable solutions for refugees and displaced persons of the 1991-1995 conflict in the region. On this occasion, the international donor community pledged € 261 million in support of the Regional Housing Programme, of which € 230 million were pledged by the EU and $ 10 million by the United States.

The Regional Housing Programme will offer housing solutions to about 27 000 households or 74 000 refugees and internally displaced persons that are considered as the most vulnerable. The Programme will be implemented in parallel in Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia – known as the Partner Countries – over an estimated five-year period, beginning in 2012/2013. According to initial estimates, the total investment cost of the Programme should amount to € 584 million, of which the Partner Countries have committed to providing € 83 million.

At the Conference, the Governor presented the Regional Housing Programme Fund which will channel donor contributions to the Partner Countries. The Fund will be managed by the CEB. In this capacity, the Bank will also supervise, under the oversight of the donors, the implementation of the Regional Housing Programme.

Un Médiateur à la CEB

Pour contribuer à la résolution des conflits par la recherche de solutions à l'amiable aux litiges qui peuvent naître dans le cadre professionnel, la Banque a instauré la fonction de médiateur en 2011. Le Médiateur est réputé agir de manière totalement indépendante en tant qu'intermédiaire impartial entre les agents de la CEB et l'administration de la Banque.

Parmi ses attributions, le Médiateur examine les requêtes et plaintes des agents de la CEB qui lui sont déférées. Elles peuvent être de toute nature à partir du moment où elles se rapportent aux relations de travail. Le Médiateur aide les parties à trouver un terrain d'entente au travers de la conciliation ou de tout autre moyen approprié, l'objectif étant de résoudre les désaccords entre les agents et le management de la CEB.

Le Médiateur communique ses propositions dans un délai compatible avec les droits de la personne concernée et selon les règles de bonne gestion administrative.

Deux fois par an, le Médiateur présente un rapport au Gouverneur indiquant les cas qui lui ont été soumis et ceux déclarés recevables. Dans son rapport annuel, le Médiateur peut émettre des recommandations et proposer des amendements au Statut du Personnel, arrêtés et pratiques administratives.

Garantie de son indépendance, le Médiateur n'exerce aucune fonction ou activité qui pourrait affecter son impartialité au regard des agents et du Gouverneur de la Banque.

Un recrutement en cours

En début d'année, la CEB a lancé la procédure de recrutement en publiant un appel à manifestation d'intérêt sur un large éventail de supports : le site web de la Banque, les publications spécialisées dans ce domaine et les réseaux partagés Ressources Humaines des organisations internationales (OCDE, AHRMIO, UNESCO,…).

En parallèle, un comité spécial de sélection a été mis en place, présidé par le Gouverneur et composé du Vice-Gouverneur Guglielmino, de la DRH, du *Chief Compliance Officer a.i.* et des représentants du Comité du Personnel, afin de suivre le processus de sélection et de préparer une liste restreinte des candidats les plus qualifiés.

À ce jour, une liste de quatre candidatures répondant à l'ensemble des critères a pu être établie. Chacun des candidats sera reçu par le comité de sélection. À l'issue des entretiens, le Gouverneur, après consultation du Comité du Personnel et avis des membres du comité spécial de sélection, choisira la personne la plus à même de remplir cette fonction sensible et nouvelle à la CEB.

Priorité à l'engagement et à la motivation des agents

Les résultats d'ensemble de l'enquête sur l'engagement et la motivation des agents, conduite par un prestataire indépendant, ont été présentés simultanément au Personnel et au Management, le 3 avril dernier, lors de deux réunions générales. Ainsi, personne à la CEB n'en avait eu préalablement connaissance, pour mieux garantir l'impartialité de l'exercice.

S'en est suivi une présentation des résultats déclinés par Direction, destinée à bien cerner les problématiques propres à chacune d'entre elles.

Désormais, l'accent est mis sur les actions d'amélioration, en tant que de besoin. À cet effet, a été élaboré un dispositif articulé sur trois étages autour :

- d'une équipe *leadership* constituée du Management élu ainsi que des Directeurs de Direction ou entités rattachées au Gouverneur
- d'une équipe chargée de proposer des plans d'action au niveau CEB, composée de volontaires tirés au sort
- de neuf équipes en charge de proposer des plans d'action par Direction, constituée également sur la base du volontariat.

Il convient de souligner à la fois le taux de participation élevé à l'enquête elle-même (76%) et la mobilisation pour les suites à donner, dont atteste le total de 45 agents - soit plus d'un sur quatre - prêts à participer aux équipes "plans d'action".

Au demeurant, toutes les équipes se sont réunies entre le 4 et le 6 juin pour commencer à définir les actions prioritaires à mettre en œuvre. D'autres réunions suivront entre fin juin et début juillet afin d'aligner les plans d'action entre les trois étages du dispositif et d'approfondir le dialogue déjà engagé.

Ce sont cette démarche et les résultats d'ensemble de l'enquête qui ont été présentés aux organes collégiaux de la CEB réunis à Chișinau, par le prestataire indépendant. Les actionnaires de la Banque ont fait part à cette occasion de leur bonne appréciation sur la manière dont cette enquête était conduite et sur son intérêt.

Au total, une attention particulière sera portée à la mise en place effective et au suivi des actions d'amélioration qui ressortiront de cet exercice.



A Mediator at the CEB

In 2011, the Bank decided to introduce a Mediator function in order to contribute to solving conflicts by seeking friendly settlements to any disputes that may arise at work. The Mediator is expected to act fully independently as an impartial intermediary between CEB staff and the Bank's administration.

Among his/her attributions, the Mediator will examine any requests and complaints made by CEB staff that are referred to him/her. These can be of any kind as long as they concern work relations. The Mediator will help the parties to find common ground for agreement through conciliation or any other appropriate means, the primary objective being to resolve disagreements between CEB staff members and management.

The Mediator will communicate his/her proposals within a period of time that is compatible with the rights of the person concerned and according to the rules of good administrative management.

Twice a year, the Mediator will present a report to the Governor indicating the cases that have been referred to him/her and those that he/she has declared admissible. In his/her annual report, the Mediator may put forward recommendations and propose amendments to the Staff Regulations, general rules and administrative practices.

To guarantee his/her independence, the Mediator may not exercise any function or activity that might affect his/her impartiality with regard to the staff and to the Governor of the Bank.

Ongoing recruitment procedure

At the beginning of the year, the CEB launched a recruitment procedure by posting a call for interest in a variety of media including the Bank's website, specialised publications and the shared Human Resources networks of a number of international organisations (OECD, AHRMIO, UNESCO, etc.).

In parallel to this, a special selection committee has been set up, chaired by the Governor and composed of Vice-Governor Guglielmino, the Director for Human Resources, the Chief Compliance Officer a.i. and Staff Committee representatives, in order to monitor the selection process and shortlist the most suitable candidates.

To date, a shortlist has been drawn up of four candidates who meet all the required criteria. The selection committee will interview each of the candidates. At the outcome of the interviews and following consultations with the Staff Committee and the opinion of the special selection committee, the Governor will select the person best qualified to occupy this sensitive new function at the CEB.

Priority to staff engagement and motivation

The results of the survey on staff engagement and motivation, carried out by an independent service provider, were presented simultaneously to the staff and to the Management on 3 April last at two general meetings. Thus, in order to guarantee the impartiality of this exercise, no-one at the CEB had any prior knowledge of these results.

The results were then presented to each individual Directorate in order for them to better identify their own specific problems.

Emphasis is now placed on implementing actions for improvement as required. To this effect, a three-tier system has been set up around:

- a leadership team composed of the elected Management and the Directors of the Directorates or entities directly attached to the Governor
- a team responsible for proposing action plans at CEB level, composed of volunteers drawn randomly from a list
- nine teams in charge of proposing action plans per Directorate, also composed of volunteers.

It is important to note not only the high rate of participation in the survey itself (76%) but also the degree of mobilisation in respect of what follow-up should be given to the survey, as evidenced by the 45 staff members – i.e. more than one in four – who volunteered to take part in the "action plan" teams.

All the action plan teams met between 4 and 6 June in order to start to define the priority actions to be implemented. Other meetings will be held between end June and early July in order to align the action plans between the three tiers of the system and to carry the dialogue already initiated onto a more in-depth level.

This approach and the results of the survey were presented to the CEB's Collegial Organs at the Joint Meeting in Chișinau by the independent service provider. At that meeting, the Bank's shareholders indicated their appreciation of the way in which the survey had been carried out and emphasised the interest of such an initiative.

Particular attention will now be given to the effective implementation and monitoring of the improvement actions resulting from this initiative.

Agenda

Publications

CEB INFO

Agenda 2012

21 septembre : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

12-14 octobre : Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI (Tokyo)

15-16 novembre : Réunion du Conseil d'administration de la CEB (Paris)

23 novembre : réunion du Conseil de direction de la CEB (Paris)

21 September: Meeting of the Administrative Council of the CEB (Paris)

12-14 October: Annual meetings of the World Bank and IMF (Tokyo)

15-16 November: meeting of the Administrative Council of the CEB (Paris)

23 November: meeting of the Governing Board of the CEB (Paris)

Brèves / In brief

Une journée d'entreprise pour la CEB

Le vendredi 22 juin, à l'invitation du Gouverneur, 150 agents de la Banque ont embarqué pour une destination demeurée inconnue jusqu'au dernier moment. C'est finalement, dans le cadre splendide du domaine de Chantilly que chacun s'est retrouvé pour cette journée d'entreprise. Convivialité et bonne humeur l'ont ainsi disputé à l'esprit d'équipe… au cours d'un rallye qui a sollicité à la fois la tête et les jambes !

A corporate day for CEB

On Friday 22 June, on the Governor's invitation, 150 Bank staff members set off for a destination that remained a secret until the very last minute. It was finally in the magnificent grounds of the Chateau of Chantilly that everyone got together for this corporate day. Conviviality and good humour thus rivalled with team spirit... during a rally that required everyone to use both their heads and their legs!



Publications

Paru

Rapport sur la Responsabilité Sociale d'Entreprise
Brochure générale
Brochure CEB-ELENA

Published

Corporate Social Responsibility Report
General brochure
CEB-ELENA brochure







55 avenue Kléber • F-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00 • Fax: +33 (0)1 47 55 03 38 • e-mail: info@coebank.org